



RUBRIQUE OPINION LIBRE

# CLIMAT ET GOUVERNANCE GLOBALE : LA COP, UNE ARÈNE D'HYPOCRISIE OU DE VERTU ?

---

**Par Symphorien Ongolo**

*Symphorien Ongolo est politiste Camerounais.  
Docteur de l'École Polytechnique Fédérale de Zurich et diplômé en Sciences de l'environnement*



Quelles que soient les motivations propres à chaque État, la poursuite des intérêts nationaux constitue le socle commun de l'engagement des gouvernements dans la diplomatie climatique dont le symbole du rituel annuel est la tenue des Conférences des [of] Parties, CoP. Si la position de chaque État résulte d'un ensemble complexe de motivations plus ou moins cyniques ou vertueuses, trois tendances dominantes se sont dessinées depuis le début des négociations climatiques.

### CONSOLIDER LE STATU QUO AUTANT QUE POSSIBLE

Certains pays semblent s'impliquer dans la diplomatie climatique pour s'assurer qu'aucune décision pouvant remettre en cause leur modèle économique ou leurs privilèges ne soit prise. Les principaux représentants de ce courant sont les pays producteurs de pétrole, dont le modèle économique repose sur l'extraction des énergies fossiles qui sont l'une des principales causes du dérèglement climatique. Il faut également associer à cette catégorie, 'l'exception américaine'. En effet, les États-Unis jonglent dans une attitude ambivalente, entre d'une part, un engagement en première ligne pour influencer le système multilatéral en tant que première puissance mondiale ; et d'autre part une posture de retrait pour éviter toute remise en cause du train de vie de leurs citoyens. D'autres pays industrialisés comme le Canada et le Japon jouent également sur cette ambivalence entre implication formelle à la diplomatie climatique et désengagement.

### IMPULSER UN CHANGEMENT GLOBAL, MÊME MARGINAL

Les pays de l'Union européenne sont incontestablement parmi les pays qui œuvrent le plus – au moins formellement – contre le changement climatique. Depuis la première conférence internationale sur le climat tenue à Berlin en 1995, les pays européens endossent le rôle de leader, que ce soit en prenant des initiatives ambitieuses pour limiter la pollution de l'atmosphère, en impulsant des politiques de transition énergétique ou en subventionnant des dispositifs de lutte contre la déforestation tropicale.

Ce volontarisme résulte notamment d'une relative assimilation des enjeux d'interdépendance face au changement climatique, d'une quête de leadership dans la gouvernance environnementale et d'une reconnaissance de la responsabilité historique des pays occiden-

taux et industrialisés dans la pollution atmosphérique. Ce volontarisme européen en faveur du climat reste toutefois modeste face à l'ampleur des enjeux et à l'urgence de la situation. En effet, les dirigeants européens comme d'autres, soucieux de leur (ré) élections, demeurent frileux face à toute décision jugée politiquement coûteuse. Le chiffon rouge du chômage et de la compétitivité est vite agité dès que des initiatives de réformes, comme la taxe carbone, peuvent contrarier les ambitions de croissance des entreprises nationales. Il en est de même des mesures susceptibles de remettre en cause l'hyper consommation de produits (viandes, pétrole, charbon ou minerais) qui induisent un fort impact environnemental pour la planète.

### S'IMPLIQUER POUR IMPOSER OU REVENDIQUER SA SINGULARITÉ

La majorité des pays dits «en développement» se distingue dans les arènes des négociations climatiques par leur capacité à faire plus ou moins preuve d'autorité pour imposer leur singularité ou, à défaut, essayer de la faire prévaloir par la revendication voire la contestation. La Chine, de par sa puissance économique, parvient par exemple à freiner toute ingérence dans sa politique climatique en s'opposant à tout système de vérification externe de ses actions (ou de son inaction) en faveur du climat. Depuis quelques années, le Brésil adopte également la même posture en matière de lutte contre la déforestation dont l'évaluation et le suivi sur son territoire sont assurés par les institutions brésiliennes. Quant aux pays de stature internationale modeste, tels que les États africains, ou les 'petits' États insulaires, la plupart font recours au plaidoyer et à la contestation vive pour faire entendre leurs voix dans les arènes de négociations climatiques. De nombreux pays africains plaident par exemple pour la prise en compte d'un 'facteur d'ajustement' dont le principe est de réclamer une prise en considération de la spécificité de leur trajectoire de (sous) développement. Ce qui devrait induire une augmentation de leur niveau de dégradation de la nature (pollution industrielle, dégradation des sols, déforestation, etc.) dans leur quête de prospérité et de progrès dans les prochaines années.

En somme, si dans leurs discours officiels, tous les États rivalisent de bonnes intentions pour le climat de la planète et la solidarité internationale, leurs motivations dans la diplomatie climatique sont loin d'être toujours convergentes, bien au contraire.